



Commune de Saint-Clément-de-Rivière  
Département de l'Hérault (34)

# Mise En Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme par Déclaration de Projet

● ● ● PLU

Dossier d'enquête publique  
6 – Actes administratifs de la procédure

*Approbation du PLU : DCM du 21/10/2021*

*Approbation de la Modification n°1 du PLU : 27/10/2022*

*Approbation de la Mise en Compatibilité du PLU par Déclaration de Projet : DCM du*

## Projet de pôle de consultations médicales et paramédicales



**ADELE-SFI Urbanisme**  
434 rue Etienne Lenoir  
30 900 Nîmes  
Tél./Fax : 04 66 64 01 74  
adele-sfi@adelesfi.fr  
www.adelesfi.fr

Novembre 2024

ADELE ● ● ●  
**SFI**  
URBANISME

# R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



Département de l'Hérault

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### COMMUNE de SAINT-CLEMENT-DE-RIVIERE

**Nombre de membres :**

Afférents au conseil Municipal : 27

En exercice : 27

Qui ont pris part à la délibération : 25

Dont pouvoirs : 3

Date de la convocation : 18/02/2022

Date d'affichage : 02/03/2022

L'an deux mil vingt deux, le vingt quatre février, à 19h00, le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CLEMENT-DE-RIVIERE**, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Mme Laurence CRISTOL**.

Étaient présents : Mme Laurence CRISTOL, M. Jérôme POUGET, Mme Edith CATARINA, M. Marcel TARDIEU, Mme Francine BOHE, M. Emmanuel TERRIER, M. Maurice REGEFFE, Mme Rachèle BODIN, M. Jean-Louis CUQ, Mme Josiane THOMAS, M. Bernard JACQUIN, M. François MERCIER, M. Georges TOURTOGLOU, M. Olivier THALER, M. Vick HAYFORD CAMUS, M. Christophe JAY, Mme Magali BURCKART PAULZE D'IVOY DE LA POYPE, Mme Elodie GIORGETTI, Mme Armelle PERRET DU CRAY, Mme Martine ALRIC, M. Claude FERNANDEZ, M. Alain BAUDRY.

Étaient absents excusés : Mme Françoise LESAUNIER, Mme Martine PIERRE, Mme Laurence AMAT, Mme Caroline MATHIEU, Mme Christine RACHET MAK.

Procurations : Mme Martine PIERRE en faveur de M. François MERCIER, Mme Laurence AMAT en faveur de Mme Laurence CRISTOL, Mme Caroline MATHIEU en faveur de Mme Rachèle BODIN.

Secrétaire : Mme Josiane THOMAS.

**OBJET : Mise en comptabilité du plan local d'urbanisme (PLU) avec une déclaration de projet pour une opération de pôle médical et para-médical sur le site du Campus de Bissy (école du bas)**

**Madame le Maire rappelle au conseil municipal que :**

Le PLU a été approuvé par Délibération du Conseil Municipal le 21 octobre 2021.

Ce dernier avait classé au sud de la commune, une zone d'équipement public sur le site de l'ancienne école du bas, parcelle cadastrée CC42.

Le contexte actuel révèle que le maintien de cette zone « UP » n'est plus justifié alors que l'opportunité de développement d'un pôle médical et paramédical se présente pour satisfaire au besoin d'une offre de soins spécialisés pour les habitants des communes du nord de Montpellier, avec notamment la création d'un pôle d'urgence de proximité.

Il y a donc lieu de reconsidérer la destination de cette zone « UP » en vue de son reclassement en zone « UB » qui permettrait la réalisation d'une telle opération de renouvellement urbain.

Dans la mesure où une telle reclassification est de nature à impacter l'orientation d'aménagement prévue sur ce secteur par le PADD du PLU, il ne peut être engagé une procédure de modification du PLU.

**Madame le Maire précise au Conseil Municipal que :**

Il est possible de recourir à une procédure intégrée de Mise en Compatibilité (MEC) du PLU avec une opération ou action d'aménagement qui présente un caractère d'intérêt général et fait l'objet d'une déclaration de projet, conformément aux dispositions des articles L 153-54, R 153-15 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Alcance de réception en préfecture  
034-213402472-20220224-CM24-02-22-09-DE  
Date de télétransmission : 04/03/2022  
Date de réception préfecture : 04/03/2022

La réalisation d'une opération d'aménagement sur le périmètre de cette zone « UP » et potentiellement de ces abords immédiats serait de nature à constituer une opération présentant un caractère d'intérêt général permettant de recourir alors à cette procédure de mise en compatibilité du PLU.

Cette procédure qui permet à la commune de notamment concevoir des orientations d'aménagement et le programme de construction susceptible de se réaliser sur le périmètre de la zone, nécessitera de saisir l'autorité environnementale d'une demande d'examen au cas par cas afin de déterminer si la procédure doit ou non être soumise à évaluation environnementale. Le dossier sera ensuite soumis à l'avis des Personnes Publiques Associées qui seront réunies lors d'un examen conjoint qui sera organisé par la Commune.

A l'issue de cette instruction, le dossier sera soumis à enquête publique et pourra, à son issue, être approuvé par le Conseil Municipal qui prononcera la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU sur cette zone.

Il est indiqué au Conseil Municipal qu'il est donc opportun d'engager cette procédure pour permettre la reclassification de la zone « UP » de ce site en zone « UB ».

A titre préalable, l'Autorité environnementale doit être saisie par la Commune d'une demande d'examen au cas par cas afin de déterminer si cette procédure d'évolution du P.L.U, qui ne doit pas avoir d'effet notable sur l'environnement, devrait cependant être soumise à évaluation environnementale.

**Madame le Maire propose au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de la proposition d'engagement de la procédure de Mise en Compatibilité du PLU avec une déclaration de projet sur le secteur du campus de Bissy pour permettre le reclassement de la zone « UP » en zone « UB », et d'approuver les objectifs de cette procédure ;
- de donner tout pouvoir à Madame le Maire pour signer tous contrats ou conventions nécessaires à l'élaboration du dossier et pour saisir l'Autorité environnementale d'une demande d'examen au cas par cas au titre des dispositions des articles R 104-8 et R 104-28 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SAINT-CLEMENT-DE-RIVIERE  
APRES EN AVOIR DELIBERE**

- **PREND ACTE**, à la majorité des voix (3 contre : Martine ALRIC - Alain BAUDRY - Claude FERNANDEZ) de la proposition d'engagement de la procédure de Mise en Compatibilité du PLU avec une déclaration de projet sur le secteur du campus de Bissy pour permettre le reclassement de la zone « UP » en zone « UB », et d'approuver les objectifs de cette procédure ;

- **DONNE** tout pouvoir à Madame le Maire pour signer tous contrats ou conventions nécessaires à l'élaboration du dossier et pour saisir l'Autorité environnementale d'une demande d'examen au cas par cas au titre des dispositions des articles R 104-8 et R 104-28 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Certifiée exécutoire après transmission à la  
Préfecture de MONTPELLIER et publication par  
voie d'affichage le 02/03/2022

Pour extrait certifié conforme  
Le Maire, Mme Laurence CRISTOL

Le Maire : certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe qu'en vertu de la loi 2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiant les décrets n°83-1025 du 28 novembre 1983 et 65-25 du 11 janvier 1965, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif ainsi que par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr", dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Notifié le :

Transmis au Représentant de l'Etat le :

Publié le :

Accusé de réception en préfecture  
034-213402472-20220224-CM24-02-22-09-DE  
Date de télétransmission : 04/03/2022  
Date de réception préfecture : 04/03/2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MONTPELLIER

6, rue Pitot  
CS 99002

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Téléphone : 04.67.54.81.00

Télécopie : cf site internet

Greffe ouvert du lundi au vendredi de  
08h30 à 12h30 - 13h30 à 17h00

SAINT CLEMENT DE RIVIERE			
	MAI		DGS
	RH		ACC
X TRAIT		09 OCT. 2024	COM
O COPIE			CP
	PM		ANI
	SOC		FIN
X	URB		TECH

Montpellier, le 04/10/2024

Monsieur le Maire de la commune  
de Saint-Clément de Rivière  
Hôtel de ville  
Avenue de Bouzenac  
34980 SAINT-CLEMENT-DE-RIVIERE

Dossier n° : E24000121 / 34

(à rappeler dans toutes correspondances)

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE OU COMMISSION

**Objet** : enquête publique unique préalable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Clément-de-Rivière pour le projet de pôle de consultations médicales et para-médicales sur le site du Campus de Bissy ;

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle est désignée Madame Sylvie MURTA BARROS, ingénieur, demeurant 306 boulevard des Moures, VILLENEUVE-LES-MAGUELONE (34750) (portable : 06 42 54 76 82) en qualité de commissaire enquêtrice en vue de procéder à l'enquête publique citée en objet.

Je vous rappelle qu'en application de l'article R. 123-9 du code de l'environnement, vous devez consulter le commissaire enquêteur avant de fixer les lieux, jours et heures où celui-ci se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations.

Enfin, vous voudrez bien me transmettre une copie de l'arrêté d'ouverture d'enquête dès que celui-ci aura été pris.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,  
ou par délégation,

  
Amaryllis BOSSE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER

04/10/2024

N° E24000121 /34

La présidente du tribunal administratif

**Décision portant désignation d'un commissaire-enquêteur**

Vu enregistrée le 2 février 2024, la lettre par laquelle le Maire de Saint-Clément-de-Rivière demande la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder à une enquête publique unique préalable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de sa commune pour le projet de pôle de consultations médicales et para-médicales sur le site du Campus de Bissy ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-5 ;

Vu la décision en date du 1er septembre 2024 par laquelle la Présidente du tribunal administratif a délégué Mme Fabienne CORNELOUP, vice-présidente, pour procéder à la désignation des commissaires-enquêteurs ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Madame Sylvie MURTA BARROS est désignée en qualité de commissaire-enquêtrice pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** Pour les besoins de l'enquête publique, la commissaire-enquêtrice est autorisée à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** L'indemnisation de la commissaire-enquêtrice sera assurée par la commune de Saint-Clément-de-Rivière, responsable du projet, en application de la décision du président du tribunal administratif fixant les sommes qui lui sont dues.

**ARTICLE 4 :** La présente décision sera notifiée au Maire de Saint-Clément-de-Rivière et à Madame Sylvie MURTA-BARROS.

Fait à Montpellier, le 4 octobre 2024.

La magistrate-déléguée,

  
Fabienne CORNELOUP



## ARRÊTÉ

### MAIRIE DE SAINT-CLÉMENT-DE-RIVIÈRE

**Arrêté N° MA-ARE-2024-020**

31 octobre 2024

**OBJET : Ouverture et organisation de l'enquête publique relative à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de St Clément-de-Rivière avec la déclaration de projet relative à la réalisation d'une maison médicale et para-médicale**

Vu le code de de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-54 et suivants et R 153-15 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R 123-1 à R 123-27 ;

Vu le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme sur l'enquête publique ;

Vu l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu le décret n°2017-626 du 25 avril 2017 ;

Vu la délibération en date du 24 février 2022 du conseil municipal engageant la procédure de Mise en Compatibilité du PLU avec une déclaration de projet pour une opération de pôle médical et para-médical sur le site du campus de Bissy et permettre le reclassement de zones.

Vu l'avis conforme de dispense d'évaluation environnementale de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 27 septembre 2024.

Vu la décision n°E24000121/34 en date du 4 octobre 2024 de Madame La Présidente du tribunal administratif de Montpellier désignant Madame Sylvie Murta Barros en qualité de commissaire enquêtrice,

Vu les pièces du dossier de la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour une opération de pôle médical et para-médical sur le site du campus de Bissy soumis à l'enquête publique,

Vu les avis des différentes personnes publiques associées et consultées ;

Considérant que Monsieur le Maire de la commune de Saint Clément-de-Rivière est chargé d'ouvrir et d'organiser cette enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune pour le projet de maison médicale et para-médicale.

## ARRETE

**Article 1 :** Objet dates et durée de l'enquête :

Il sera procédé à une enquête publique sur la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune de Saint Clément de Rivière pour projet de pôle médical et para-médical

Cette enquête se déroulera du lundi 25 novembre 2024 à 9h00 au lundi 6 janvier 2025 à 17h00 soit une durée de 43 jours consécutifs.

**Article 2 :** Désignation du commissaire enquêteur :

Madame Sylvie Murta Barros, ingénieure, a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice par Madame La Présidente du tribunal administratif de Montpellier, par décision n°E24000121/34 en date du 4 octobre 2024 pour la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour un projet de pôle médical et para-médical sur le site du campus de Bissy

Accusé de réception en préfecture  
Date de télétransmission : 04/11/2024  
Date de réception préfecture : 04/11/2024

**Article 3 : Siège de l'enquête et modalités de consultation des dossiers d'enquête :**

Le siège est fixé à la mairie de Saint Clément de Rivière.

Les pièces des dossiers de la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune (composition conforme à l'article R.123-8 du code de l'environnement), ainsi qu'un registre unique d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par la commissaire enquêtrice, seront déposés à la mairie de Saint Clément de Rivière aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie :

du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h à 17h

Par ailleurs le dossier est consultable à partir du lundi 25 novembre 2024 sur le portail :

<https://www.democratie-active.fr/stcdr-dpmecplu-maisonmedicale/>

Un accès gratuit sera par ailleurs garanti sur un poste informatique mis à la disposition du public en mairie, aux jours et heures d'ouverture de la mairie.

Dossier également consultable sur le site internet de la mairie :

<https://www.saint-clement-de-riviere.fr>

**Article 4 : Personne responsable du projet :**

La personne responsable du projet de Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU, auprès de laquelle la fourniture de renseignements et de dossiers (aux frais du demandeur) peut être demandé est :

Monsieur Alexis JEAN - DSTU  
Mairie - Avenue de Bouzenac  
34980 Saint Clément de Rivière  
Tel : 04 67 66 66 59 70

**Article 5 : Dépôt des observations et des propositions :**

Le public peut déposer ses observations ou transmettre ses propositions à Madame La Commissaire Enquêtrice durant toute l'enquête :

- Soit directement à la mairie de Saint Clément de Rivière sur le registre d'enquête publique mis à disposition du public avec le dossier d'enquête publique
- Soit par courrier postal à l'adresse suivante :

Madame La Commissaire Enquêtrice  
Mairie  
Avenue de Bouzenac  
34980 Saint Clément de Rivière

La date limite de réception et d'enregistrement de ces courriers est fixée au lundi 6 janvier 2025 à 17h00. Ces courriers seront annexés au registre d'enquête déposé au siège de l'enquête.

- Soit par voie électronique sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante :  
<https://www.democratie-active.fr/stcdr-dpmecplu-maisonmedicale/>  
du lundi 25 novembre 2024 au lundi 6 janvier 2025
- Soit par mail à l'adresse suivante :  
[stcdr-dpmecplu-maisonmedicale@democratie-active.fr](mailto:stcdr-dpmecplu-maisonmedicale@democratie-active.fr)  
du lundi 25 novembre 2024 au lundi 6 janvier 2025

L'ensemble des observations, propositions reçues par voie postale, par courrier électronique ou transmises pendant les permanences de Madame la Commissaire Enquêtrice seront consultables en mairie ou sur le site internet de la commune.

**Article 6 : Permanences de la Commissaire Enquêtrice :**

Madame La Commissaire Enquêtrice recevra le public à la mairie – aux dates suivantes

- Lundi 25 novembre 2024 – de 9h à 12 h
- Jeudi 12 décembre 2024 – de 9h à 12 h
- Lundi 6 janvier 2025 – de 14h à 16 h

**Article 7 : Clôture de l'enquête publique :**

A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par Madame la Commissaire Enquêtrice.

Madame la Commissaire Enquêtrice rencontrera dans les 8 jours après la clôture de l'enquête, le responsable du projet de la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour un projet de pôle médical et para-médical sur le site du campus de Bissy et lui communiquera sur place les observations écrites et orales, celles-ci seront consignées dans un procès-verbal de synthèse. Il l'invitera à produire ses observations éventuelles dans un mémoire de réponse, qui devra lui parvenir dans un délai de 15 jours.

Madame la Commissaire Enquêtrice transmettra au maire dans le délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique, l'exemplaire du dossier de l'enquête publique avec son rapport et ses conclusions motivées concernant la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour un projet de pôle médical et para-médical sur le site du campus de Bissy.

**Article 8 : Diffusion du rapport et des conclusions de la Commissaire Enquêtrice :**

Une copie du rapport de Madame la Commissaire Enquêtrice et de ses conclusions motivées sera adressée à Monsieur le Préfet du département de l'Hérault par les soins de la mairie de Saint Clément de Rivière et à Madame La Présidente du tribunal administratif de Montpellier par Madame La Commissaire Enquêtrice.

Le rapport et les conclusions motivées de Madame La Commissaire Enquêtrice seront pendant un an, à compter de la clôture de l'enquête :

- Tenus à la disposition du public qui souhaiterait les consulter à la mairie de Saint Clément de Rivière où s'est déroulée l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.
- Publiés sur le site internet de la commune : <https://www.saint-clement-de-riviere.fr>

**Article 9 : Mesures de publicité :**

15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, la commune portera à la connaissance du public l'avis d'ouverture de l'enquête publique :

- Par un avis au public inséré dans deux journaux locaux (Midi Libre et La Gazette de Montpellier, au moins 15 jours avant la date d'ouverture de l'enquête publique. Un second avis paraîtra à nouveau dans les 8 premiers jours de l'enquête dans les deux journaux visés ci-dessus.
- Par affichage sur le lieu de l'enquête et sur tous les panneaux d'affichage de la commune, 15 jours avant et pendant toute la durée de l'enquête publique.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles depuis la voie publique et être conformes aux caractéristiques et dimension fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 concernant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement.

Ces publicités incombent à Monsieur le Maire et seront certifiées par lui.

- Par parution de l'avis de publication sur le site internet de la commune 15 jours avant et pendant toute la durée de l'enquête publique.

**Article 10 : Demande d'informations et transmissions des pièces :**

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du ou des dossiers soumis à l'enquête publique, dès la publication du présent arrêté.

**Article 11 : Suites de l'enquête publique :**

A l'issue de l'enquête publique, et conformément à l'article L 153-58 du code de l'urbanisme, la Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour un projet de pôle médical et para-médical sur le site du campus de Bissy, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport de la Commissaire Enquêtrice, sera approuvée par délibération du conseil municipal de Saint Clément de Rivière.

**Article 12 : Frais d'enquête :**

Les frais d'affichage et d'insertion du présent arrêté, l'indemnisation de Madame La Commissaire Enquêtrice, ainsi que tous les autres frais auxquels peut donner lieu cette enquête publique seront à la charge de la commune de Saint Clément-de-Rivière.

**Article 13 : Exécution du présent arrêté :**

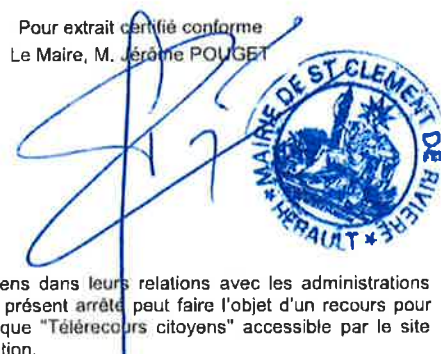
Monsieur Le Maire de Saint Clément de Rivière, Madame la Commissaire Enquêtrice, ainsi que le représentant du maître d'ouvrage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de ce présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressé à :

Madame la Commissaire Enquêtrice  
Monsieur le préfet de l'Hérault

Certifié exécutoire après transmission à la  
Préfecture et publication par voie d'affichage  
le 04/11/2024

Pour extrait certifié conforme  
Le Maire, M. Jérôme POUGET



**Le Maire :** Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Informe qu'en vertu de la loi 2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiant les décrets n°83-1025 du 28 novembre 1983 et 65-25 du 11 janvier 1965, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif ainsi que par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr", dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

**Notifié le :** 04/11/2024

**Transmis au Représentant de l'Etat le :** 04/11/2024

**Publié le :** 05/11/2024

Accusé de réception en préfecture  
034-213402472-20241031-MA-ARE-2024-020-AR  
Date de télétransmission : 04/11/2024  
Date de réception préfecture : 04/11/2024



# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

**Portant sur Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité (DP MEC) du PLU de la commune de Saint Clément de Rivière - projet de maison médicale et para-médicale**

Par arrêté n° MA-ARE-2024-020 en date du 31/10/2024 Monsieur le Maire de Saint Clément de Rivière a prescrit l'ouverture de l'enquête publique portant sur la procédure de Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Clément-de-Rivière avec la déclaration de projet relative à la réalisation d'une maison médicale et para-médicale sur le site du campus de Bissy et permettre le reclassement de zones. Cette enquête publique se déroulera du lundi 25 novembre 2024 au lundi 6 janvier 2025 soit pour une durée de 43 jours consécutifs.

Madame Sylvie Murta Barros, ingénieure, a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice, par décision n°E24000121/34 en date du 4 octobre 2024 de Madame La Présidente du tribunal administratif de Montpellier

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Saint Clément de Rivière.

Les pièces du dossier de la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour une opération de pôle médical et para-médical sur le site du campus de Bissy (composition conforme à l'article R.123-8 du code de l'environnement) ainsi qu'un registre unique d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par la commissaire enquêtrice, seront déposés à la mairie de Saint Clément de Rivière du lundi 25 novembre 2024 au lundi 6 janvier 2025 aux jours et aux heures habituels d'ouverture de la mairie : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h à 17h.

Le dossier est consultable à partir du lundi 25 novembre 2024 à 9h00 jusqu'au lundi 6 janvier 2025 à 17h00 sur le portail : <https://www.democratie-active.fr/stcdr-dpmecplu-maisonmedicale/>

Un accès gratuit aux dossiers sera par ailleurs garanti sur un poste informatique mis à la disposition du public en mairie, aux jours et heures d'ouverture.

Le public peut déposer ses observations ou transmettre ses propositions à la commissaire enquêtrice durant toute l'enquête :

- Soit directement à la mairie de Saint Clément de Rivière sur le registre d'enquête publique,
- Soit par courrier postal à l'adresse suivante : Madame la commissaire enquêtrice – Mairie – avenue de Bouzenac 34980 Saint Clément de Rivière,  
La date limite de réceptions et d'enregistrement de ces courriers est fixée au lundi 6 janvier 2025 à 17h00.  
Ces courriers seront annexés au registre d'enquête déposé au siège de l'enquête.
- Soit par voie électronique sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/stcdr-dpmecplu-maisonmedicale/>  
Ce registre dématérialisé sera ouvert le lundi 25 novembre 2024 à 9h00 et fermé le lundi 6 janvier 2025 à 17h00.
- Soit par mail à l'adresse suivante : [stcdr-dpmecplu-maisonmedicale@democratie-active.fr](mailto:stcdr-dpmecplu-maisonmedicale@democratie-active.fr)  
Cette adresse mail sera ouverte le lundi 25 novembre 2024 à 9h00 et fermé le lundi 6 janvier 2025 à 17h00.

Le commissaire enquêteur recevra le public à la mairie – salle de réunion les :

- Lundi 25 novembre 2024 – de 9h à 12 h
- Jeudi 12 décembre 2024 – de 9h à 12 h
- Lundi 6 janvier 2025 – de 14h à 16 h

A l'expiration du délai de l'enquête prévu le lundi 6 janvier 2026 à 17 h 00, le registre sera clos et signé par la commissaire enquêtrice.

La commissaire enquêtrice rencontrera, dans les 8 jours après la clôture de l'enquête, le responsable du projet de la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour une opération de pôle médical et para-médical. Elle lui communiquera sur place les observations écrites et orales, consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Elle l'invitera à produire ses observations éventuelles dans un mémoire en réponse, qui devra lui parvenir dans un délai de 15 jours.

La commissaire enquêtrice transmettra à Monsieur Le Maire, dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique, l'exemplaire du dossier d'enquête publique avec son rapport et ses conclusions motivées concernant le projet de la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour une opération de pôle médical et para-médical.

Au terme de l'enquête, une copie du rapport de la commissaire enquêtrice et de ses conclusions motivées sera adressée à Monsieur le Préfet du département de l'Hérault par les soins de la mairie de Saint Clément de Rivière et à Madame La Présidente du tribunal administratif de Montpellier par la commissaire enquêtrice.

Le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice seront, pendant un an, à compter de la date de clôture de l'enquête :

- Tenus à la disposition du public qui souhaiterait les consulter à la mairie de Saint Clément de Rivière où s'est déroulée l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.
- Mise en ligne sur le site internet de la commune.

Dès la publication du présent avis, toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier soumis à enquête publique.

La fourniture de renseignements et du dossier (aux frais du demandeur) peut être demandée auprès de :

Monsieur Alexis JEAN - DSTU –  
Mairie – ave de Bouzenac  
34980 Saint Clément de Rivière  
Tel : 04 67 66 66 59/70

Le projet de la Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU de la commune pour une opération de pôle médical et para-médical, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis, sera ensuite soumis à l'approbation du conseil municipal de Saint Clément de Rivière.